

Amnesty dénonce la répression et le regain des violences politiques au Burundi

@rib News, 29/07/2014 Burundi. La peur s'installe, sur fond de violences politiques et de répression gouvernementale. Le parti au pouvoir au Burundi mène une campagne musclée d'intimidation contre les détracteurs du gouvernement, et son organisation de jeunesse commet des crimes en toute impunité alors que des élections sont prévues dans le pays en 2015, a critiqué Amnesty International dans un rapport qu'elle publie mardi 29 juillet 2014. Intitulé Burundi - le verrouillage. Lorsque l'espace politique se rétrécit, ce rapport se penche sur la répression visant la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique et sur le regain des violences politiques en lien avec le parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD).

« La répression orchestrée par le gouvernement contre la liberté d'expression et de réunion pacifique a de graves répercussions sur les droits humains, dans la perspective des élections de l'année prochain », a déclaré Tom Gibson, chercheur sur le Burundi à Amnesty International. Les tensions politiques au Burundi s'intensifient depuis que le président Nkurunziza fait pression pour briguer un troisième mandat présidentiel; beaucoup estiment qu'il s'agit d'une violation de la Constitution burundaise. Les partis d'opposition et la société civile se voient interdire d'organiser des réunions publiques ou des manifestations, et ce au titre de la Loi portant réglementation des manifestations sur la voie publique et réunions publiques. La loi sur la presse et un projet de loi sur les associations sans but lucratif menacent également la liberté d'expression et de réunion pacifique. L'organisation de jeunesse du CNDD-FDD, le mouvement Imbonerakure, se livre à des actes d'intimidation, de harcèlement et de violence. Ils attaquent et parfois tuent des opposants politiques en toute impunité. Le rapport d'Amnesty International mentionne un opposant, abattu par deux soldats sur ordre d'un fonctionnaire local et d'un membre des Imbonerakure. Un autre opposant a été tabassé et ses dents brisées. Les Imbonerakure entretiennent des liens étroits avec les services de sécurité et se rendent responsables d'atteintes aux droits humains, en toute impunité. C'est un sujet de préoccupation majeur, a déclaré Gibson. « Il convient d'enquêter sur les allégations selon lesquelles ils ont été armés et entraînés, d'autre part, diverses informations font état d'agressions et d'actes d'intimidation ciblant les opposants. » Au mois d'avril, une lettre interne divulguée, qui émanait du bureau de l'ONU au Burundi, relatait que deux membres de l'armée, dans une prison, avaient fourni à des Imbonerakure et à des soldats des armes et des uniformes de la police et de l'armée du gouvernement à nié ces accusations et a refusé la proposition du conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU. La prévention du génocide de mettre sur pied une commission d'enquête indépendante sur cette question. Un mois plus tard, un défenseur des droits humains bien connu, Pierre Claver Mbonimpa, était arrêté pour avoir affirmé que la rumeur que des jeunes hommes recevaient des armes et des uniformes et se rendaient en République démocratique du Congo voisine pour suivre un entraînement militaire. En procédant à son arrestation, les autorités ont fait clairement savoir à toute la société civile qu'elles ne toléreraient aucune critique. Les Imbonerakure font partie de comités mixtes de sécurité mis en place par le gouvernement à travers tout le pays. Ils sont impliqués dans la sécurité au niveau local, mais ont aussi le pouvoir d'arrêter des suspects, et exercent souvent un contrôle sur la police et l'administration locale. Le gouvernement a confirmé que les Imbonerakure bénéficiaient du soutien de l'État. Les membres de l'organisation sont présumés auteurs des abus des droits humains ne font pas l'objet de véritables enquêtes et échappent aux poursuites. Amnesty International demande à l'Union africaine (UA) de prendre en compte toutes les menaces, notamment les violations des droits civils et politiques au Burundi, dans le cadre du Système continental d'alerte rapide (SCAR), qui vise à prévenir et anticiper les conflits. Elle invite les autorités burundaises à respecter, protéger et mettre en œuvre les droits des Burundais à la liberté de réunion et d'expression. « Il faut mettre un terme à la répression, restaurer les droits fondamentaux et en finir avec l'impunité », a déclaré Tom Gibson. « Le Burundi est une nation qui sort d'une longue et douloureuse histoire de conflit violent. Le gouvernement doit laisser la critique légitime s'exprimer, mettre un frein à la répression dans la perspective des élections de 2015. » Lire l'intégralité du Rapport